

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 16/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



JOHNSON CONTROLS INDUSTRIES

14 rue de Bel Air
BP 70309
44470 CARQUEFOU

Références : N6-2022-560-RAPPORT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2022 dans l'établissement JOHNSON CONTROLS INDUSTRIES implanté 14 rue de Bel Air BP 70309 44470 CARQUEFOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOHNSON CONTROLS INDUSTRIES
- 14 rue de Bel Air BP 70309 44470 CARQUEFOU
- Code AIOT dans GUN : 0006304717
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

JOHNSON CONTROLS INDUSTRIES à Carquefou a une activité de fabrication de machines frigorifiques et de pompes à chaleur. L'inspection du 3 mai 2022 avait pour objectif de constater la modification notable intervenue sur le site en 2021 consistant en la construction de 2 bâtiments (un pour la production et un pour le stockage).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- point sur la situation administrative
- prévention du risque d'incendie lié à la modification notable intervenue en 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 19/12/2011, article 1.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
compacteur à cartons	Arrêté Préfectoral du 19/12/2011, article 7.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
benne à bois	Arrêté Préfectoral du 19/12/2011, article 7.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription
stockage des pièces et emballages	Arrêté Préfectoral du 19/12/2011, article 7.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le porter à connaissance au préfet réalisé a posteriori de la création des bâtiments doit être complété pour notamment évaluer le risque d'incendie lié à cette modification. Certains stockages ont été déplacés dans le cadre de cette modification et ne respectent plus les conditions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/12/11. Il convient que l'exploitant respecte ces prescriptions. Une mise en demeure est proposée pour cela. Si une étude de flux thermiques en cas d'incendie démontre l'absence de risques liés à la modification (pas de sortie des zones d'effets du site, pas d'effet domino sur les bâtiments existants), l'inspection des installations classées pourra proposer de réviser les prescriptions de l'arrêté du 19/12/11.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2011, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Deux nouveaux bâtiments dénommés "travée G" (bâtiment d'assemblage) et "bâtiment S de stockage" ont été construits en 2021. Le porter à connaissance (PAC) du préfet de cette modification notable a été fait a posteriori, le 25 février 2022. Les éléments d'appréciation transmis au préfet sont insuffisants, notamment pour estimer les risques d'incendie liés à cette modification. Par ailleurs, cette modification a donné lieu à une imperméabilisation du site et le PAC n'évoque pas ce sujet. Enfin, même si la modification n'entraîne pas de changement notable au niveau des installations classées du site, d'après le PAC du 25/02/22, l'exploitant doit indiquer clairement le volume d'activité actuel du site par rapport au libellé précis des ICPE qu'il exploite.
Observations : Il est attendu que l'exploitant <u>complète</u> son PAC au préfet du 25/02/22 par : - un <u>tableau des rubriques de classement du site</u> en indiquant clairement le <u>volume d'activité</u> et le <u>libellé précis</u> de la rubrique concernée (ex. rubrique 1185-1-a : volume total des équipements susceptibles de contenir des gaz à effet de serre fluorés fluides de X litres) - un <u>chiffage de la surface imperméabilisée</u> dans le cadre du projet et de la <u>surface totale imperméabilisée du site à ce jour</u> - <u>une étude des flux thermiques</u> en cas d'incendie du bâtiment de stockage S. Cette étude pourra également concerner la benne à bois et le compacteur à carton (voir ci-dessous).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : compacteur à cartons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2011, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque d'incendie
Prescription contrôlée : Les parois de l'atelier situées à moins de 10 m du compacteur à cartons sont isolées de celui-ci par des bardages EI 120. Toute autre mesure d'efficacité équivalente, validée par le SDIS, pourra être mise en œuvre par la société JCI.
Constats : Le compacteur à cartons a été déplacé depuis l'arrêté d'autorisation du 19 décembre 2011 et il est situé aujourd'hui à moins de 10 mètres d'un bâtiment qui ne dispose pas de bardage EI 120.
Observations : Il est attendu que l'exploitant <u>mette en œuvre l'une des solutions suivantes</u> : - <u>déplacement</u> du compacteur à cartons à plus de 10 m de tout bâtiment et stockage de matières combustibles - <u>mise en place d'une paroi EI120</u> sur les parois du bâtiment situé à moins de 10 m du compacteur. L'inspection des installations classées pourra proposer la révision de la prescription susvisée en cas d'attestation par une étude de flux thermiques réalisée par un bureau d'étude spécialisé que la situation actuelle du compacteur ne génère pas d'effets irréversibles et létaux à l'extérieur du site et d'effet domino à l'intérieur du site. L'étude devra notamment indiquer, sur la base des flux thermiques précités, si les dispositions constructives actuelles sont suffisantes par rapport au risque d'incendie ou s'il convient de les renforcer (passage d'une structure EI120 à une structure REI120 par exemple).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : benne à bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2011, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque d'incendie
Prescription contrôlée : Les parois de l'atelier situées à moins de 10 m de la benne bois sont isolées de celle-ci par des bardages EI 60. Toute autre mesure d'efficacité équivalente, validée par le SDIS, pourra être mise en œuvre par la société JCI.
Constats : Les parois de l'atelier situées à moins de 10 m de la benne bois ne sont pas isolées de celle-ci par des bardages EI 60.
Observations : Il est attendu que l'exploitant <u>mette en œuvre l'une des solutions suivantes</u> : - <u>déplacement</u> de la benne à bois à plus de 10 m de tout bâtiment, stockage de matières combustibles et limites de propriété - <u>mise en place d'un bardage EI60</u> sur les parois du bâtiment situé à moins de 10 m de la benne. L'inspection des installations classées pourra proposer la révision de la prescription susvisée en cas d'attestation par une étude de flux thermiques réalisée par un bureau d'étude spécialisé que la situation actuelle de la benne ne génère pas d'effets irréversibles et létaux à l'extérieur du site et d'effet domino à l'intérieur du site. L'étude devra notamment indiquer, sur la base des flux thermiques précités, si les dispositions constructives actuelles sont suffisantes par rapport au risque d'incendie ou s'il convient de les renforcer (passage d'une structure EI60 à une structure REI60 par exemple).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : stockage des pièces et emballages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2011, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque d'incendie
Prescription contrôlée : Un mur REI 120, tel que présenté en annexe 9 dossier de demande d'autorisation, est mis en place le long des bâtiments de stockages des pièces et emballages et d'huiles peintures et solvant afin de contenir les zones d'effets thermiques à l'intérieur des limites de propriété du site en cas d'incendie des locaux précités. Toute autre mesure d'efficacité équivalente, validée par le SDIS, pourra être mise en œuvre par la société JCI.
Constats : Dans le cadre de la construction de la "travée G" et du "bâtiment de stockage S", le stock de "pièces et emballages" a été déplacé dans le nouveau bâtiment S qui ne dispose pas de murs REI120. Le stock d'"huiles peintures et solvant" a également été légèrement déplacé mais reste protégé par le mur REI120 située au Sud-Ouest du site.
Observations : Il est attendu que l'exploitant <u>mette en œuvre un mur REI120</u> au niveau du bâtiment de stockage S de façon à ce que <u>les zones d'effets thermiques soient maintenues à l'intérieur des limites de propriété du site en cas d'incendie.</u> L'inspection des installations classées pourra proposer la révision de la prescription susvisée en cas d'attestation par une étude de flux thermiques réalisée par un bureau d'étude spécialisé que la situation actuelle du stockage dans le bâtiment S ne génère pas d'effets irréversibles et létaux à l'extérieur du site et d'effet domino à l'intérieur du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription